

**DP-2023-04 – SMSLCS – RAPPORT D'ANALYSE  
DES LACUNES ET DE RECOMMANDATIONS  
QUESTIONS ET RÉPONSES 1**

1. Quelle est la priorité relative des traitements en matière de santé mentale et santé liée à la consommation de substances (SMSLCS) comparativement aux autres outils numériques axés sur le bien-être?

**Réponse :** La priorité pour ce processus est l'élaboration d'un rapport d'analyse des lacunes et de recommandations afin de cerner ce qu'il faut pour assurer la qualité, la sécurité, la transparence et l'efficacité des applications en matière de SMSLCS, tant pour les utilisatrices et utilisateurs que pour les professionnelles et professionnels de la santé (outils cliniques).

2. La proposition doit-elle être soumise en français et en anglais?

**Réponse :** La proposition doit être soumise dans la langue officielle choisie par le soumissionnaire.

3. Y a-t-il des lignes directrices et restrictions budgétaires en plus de l'information fournie à l'annexe D?

**Réponse :** Non.

4. Y a-t-il un nombre limite de pages pour les annexes?

**Réponse :** Non.

5. Le CCN préfère-t-il une combinaison de consultations virtuelles et présentielles? Pour celles sur place, y a-t-il des restrictions budgétaires ou des préférences de lieux?

**Réponse :** Le CCN n'a aucune préférence entre les consultations virtuelles et présentielles. Comme indiqué dans l'énoncé des travaux, le fournisseur doit tirer parti de l'expertise canadienne et assurer une représentation géographique et diversifiée, ce qui signifie une représentation des différentes zones géographiques du Canada. La budgétisation et la sélection des lieux aux fins de réunions de consultation doivent être indiquées dans la proposition.

6. Les réunions de consultation exigent-elles la présence d'interprètes pour le français, l'anglais et les langues des Premières Nations?

**Réponse :** Le fournisseur doit déterminer les coûts maximums requis pour assurer une « offre active » respectant les préférences linguistiques indiquées et veiller à ce que les travaux soient effectués en conséquence (en français ou en anglais). Ces coûts doivent être ajoutés aux autres coûts à l'annexe D.

Les langues des Premières Nations ne sont pas incluses dans la *Loi sur les langues officielles*. Toutefois, si le besoin se fait ressentir, une telle offre doit être indiquée dans les autres coûts et préapprouvée par le CCN.

7. Existe-t-il une liste d'applications mobiles de SMSLCS à évaluer, ou la portée des travaux inclut-elle l'identification, par le fournisseur, des applications pertinentes à évaluer?

**Réponse :** À l'heure actuelle, il n'existe aucune liste d'applications mobiles à évaluer. Cette démarche fera partie de la portée des travaux du fournisseur, comme indiqué à l'étape 1 de la portée des travaux : « Le FOURNISSEUR doit mener des recherches et des analyses appropriées afin de veiller à la collecte des renseignements et des données probantes disponibles ». La portée appropriée du projet doit être déterminée (selon les besoins, la recherche sur le paysage normatif et les besoins prévus en matière d'application, comme la certification).

8. Le CCN a-t-il un budget précis ou un seuil de dépenses déterminé pour la portée des travaux décrite dans la demande de propositions?

**Réponse :** Non.

9. Pour le point O2, est-ce que le soumissionnaire peut inclure le curriculum vitae des membres de l'équipe dans les annexes pour souligner en détail l'expérience de chaque membre?

**Réponse :** Oui. Comme indiqué à l'annexe C : « Le soumissionnaire doit fournir, pour chaque ressource proposée, un curriculum vitae détaillé, précisant notamment les antécédents professionnels liés à la gestion de consultations avec les principales intervenantes et principaux intervenants ciblés, soit l'expérience en conception, préparation, administration, logistique et animation de séances de consultation ciblées un peu partout au Canada ».

10. Pour préparer une proposition complète et conforme, nous demandons une extension de deux semaines.

**Réponse :** Aucun report de la date de fermeture ne sera accordé pour la présente demande de propositions.